

## De L'Estrac ne prévoit aucun bouleversement après le sommet

**L**E MINISTRE DE L'INDUSTRIE, M. Jean-Claude de L'Estrac, ne s'attend pas à de grands bouleversements sur l'échiquier politique local après la clôture du Sommet de la Francophonie lundi. Les problèmes politiques du jour se situent à l'intérieur d'un parti et ne concernent pas le gouvernement.

C'est ce qu'il a laissé entendre, jeudi, à l'hôtel Le Canonnière, alors qu'il animait un point de presse avec des journalistes étrangers venus couvrir le 5e sommet francophone. Il était accompagné de l'ambassadeur de France à Maurice, M. Joël de Zorzi, et de MM. Michel Monfort, chef de la Mission de Coopération, et Daniel Huguet, conseiller culturel.

Dans un autre ordre d'idées, M. de L'Estrac a fait un plaidoyer pour que les investisseurs français continuent à s'intéresser à Maurice. Il a ainsi énuméré les nombreux avantages dont ils pourraient bénéficier en y installant leurs entreprises.

Les journalistes étrangers, en particulier ceux de La Réunion, se sont en effet intéressés à la situation politique à Maurice. M. Gorah Patel, de RFO Réunion, a posé la question suivante à M. de L'Estrac :

**Q :** Dans la presse locale on parle de trêve politique. La situation semble donc moins simple que vous nous l'avez expliquée. Est-ce que lundi soir cela va exploser ?

**R :** Et oui, il y a une trêve, et vous me permettrez de l'observer. Il y a des événements qui vont se préciser mais, à mon avis, je ne prévois pas d'événement dramatique. Nous sommes au cœur d'un conflit politique à l'intérieur d'un parti, cela ne concerne pas le gouvernement.

Il est prévu qu'à la fin du Sommet de la Francophonie les problèmes laissés en suspens auront à être résolus. Je ne sais pas comment. Si vous êtes là lundi soir vous aurez un scoop !

A une autre question portant sur les remous provoqués par la révocation de M. Paul Bérenger de son poste de ministre des Affaires étrangères, M. de L'Estrac devait répondre que Maurice a l'habitude de telles turbulences. Les

nombreux rebondissements que connaît la politique mauricienne s'expliquent par la configuration même des forces en présence et par le jeu des alliances qui se font et se défont, a-t-il ajouté.

Le paysage politique mouvementé n'a cependant jamais remis en question le processus de développement économique, a encore dit M. de L'Estrac.

**Q :** Est-ce que la révocation de votre ami, votre ancien ministre des Affaires étrangères, vous a personnellement choqué ?

**R :** Les conflits politiques ne provoquent pas de choc ici. Nous en avons une longue habitude. Nous avons un système parlementaire calqué sur le système britannique mais nous faisons de la politique un peu à la française.

Nous avons plein de partis, de tendances à l'intérieur des partis, des alliances sans cesse menacées toujours reconstruites, oui, et cela nous pose parfois des problèmes. Mais en réalité ce n'est pas récent. Les difficultés politiques ont toujours fait partie du paysage démocratique mauricien.

Mais notre véritable chance c'est que cela n'a jamais bouleversé véritablement la vie économique et industrielle du pays qui connaît une très grande stabilité. Je crois que cela tient au fait qu'en réalité il y a un très large consensus national sur les options politiques et économiques. Personne ne remet en question le système démocratique.

Poursuivant, M. de L'Estrac a estimé que la vie politique mouvementée du pays peut également être attribuée à des conflits de personnalités. Les échéances électorales rapprochées font aussi, qu'une fois une élection terminée, il faut bien vite commencer à penser aux prochaines consultations et à faire des clics d'oeil aux éventuels futurs alliés, a-t-il dit.

Outre le dossier politique, M. de L'Estrac a évoqué la stratégie industrielle de Maurice. Il a ainsi fait un véritable plaidoyer pour que les industriels et hommes d'affaires français continuent à investir dans le pays. Il a énuméré les divers avantages qu'offre Maurice et a également fait part de ses inquiétudes sur le débat qui a lieu actuellement en France sur la délocalisation des entreprises.

Le débat en cours en France sur la délocalisation est en train de freiner l'élan de vos investisseurs. Ce débat est provoqué par la situation sociale en France. Pourquoi parler de délocalisation au lieu d'investissement ?

Nous, nous estimons que c'est dans l'intérêt mutuel de nos deux pays puisque nous donnons aux industriels français la possibilité de venir fabriquer ici à moindre coût de manière à mieux soutenir la compétition internationale, a dit M. de L'Estrac.

Un autre avantage pour les investisseurs étrangers est l'accès aux marchés européens sans barrières douanières. Maurice étant membre de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP), les produits fabriqués localement peuvent aussi être exportés à un tarif préférentiel dans les pays africains de la région.

M. de L'Estrac a rappelé que ce marché représente un potentiel de 300 millions de consommateurs. Il a aussi évoqué le marché que représentent les îles de l'océan Indien.

Nous offrons donc un ensemble d'avantages qui sont très appréciés par les industriels et nous souhaitons qu'ils continuent à participer à notre développement, a conclu M. de L'Estrac à ce chapitre. Le ministre a aussi abordé le thème de la deuxième phase industrielle du pays qui passe par la modernisation de nos unités de production et la formation de la main-d'oeuvre.

D'autre part, le gouvernement continuera à encourager les industriels mauriciens à s'installer dans d'autres pays et notamment à Madagascar. Nous voulons que Madagascar soit à Maurice ce que la Chine est à Hong Kong, a-t-il indiqué.

Dans son intervention, M. de Zorzi a brossé un tableau assez large de la vie économique, politique et culturelle de Maurice. Il a également parlé des liens étroits qui lient Maurice à la France, tant sur le plan culturel qu'économique. La France est le premier partenaire commercial de Maurice et elle est, après Hong Kong, la principale source d'investissement étranger dans le pays, a dit l'ambassadeur français.



## Sommet des conjoints

**A**LORS QUE LEURS CONJOINTS s'enfermaient dans des salles de conférence pour discuter de questions de portée internationale, les épouses des ministres des Affaires étrangères et/ou de la Francophonie ont fait du tourisme. En compagnie de Mme Chandrancee Bhackory, directeur adjoint au Mauritius Government Office (MGO), qui leur servait de guide, ces dames

ont visité tour à tour le jardin botanique de Pamplemousses, la Citadelle, le monument Marie Reine de la Paix, le Champ-de-Mars, présenté comme un des hippodromes les plus anciens du monde, ainsi qu'Eurêka, la maison créole, avant de se mettre à table pour déguster un savoureux repas chez Manuel, à St Julien Village.

Si, au jardin de Pamplemousses, M. D. Rato, officier du

ministère de l'Agriculture actuellement responsable de l'administration de ce parc, a eu l'occasion de faire une brève leçon de botanique aux visiteuses, celles-ci garderont de cette journée, outre le goût exquis du repas de chez Manuel, les anecdotes drôles et pittoresques de M. J. de Marousem (photo) qui les accueillait à Eurêka, dont il est l'administrateur.

## Sécurité plus stricte